



RCS : MEAUX

Code greffe : 7701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1981 B 00224

Numéro SIREN : 786 920 306

Nom ou dénomination : CORA

Ce dépôt a été enregistré le 25/10/2016 sous le numéro de dépôt 8042

25 OCT. 2016

Cora

Société par actions simplifiée au capital de 5.644.000 €

Siège social :

Domaine de Beaubourg 1 rue du Chenil

Croissy-Beaubourg CS 30175

77435 Marne la Vallée Cedex 2

786 920 306 - RCS Meaux

Galimmo

(anciennement dénommée C&Co)
Société en commandite par actions au capital de 18.385.547,20 €

Siège social :

37 rue de la Victoire

75009 Paris

784 364 150 R.C.S. Paris

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

**RELATIVE A L'APPORT PARTIEL D'ACTIFS PAR CORA DE LA BRANCHE AUTONOME
D'ACTIVITE DE DETENTION ET D'EXPLOITATION, PRINCIPALEMENT PAR VOIE DE LOCATION,
DE GALERIES COMMERCIALES AU PROFIT DE GALIMMO**

Les soussignées,

Cora, société par actions simplifiée au capital de 5.644.000 € dont le siège social est situé Domaine de Beaubourg 1 rue du Chenil Croissy-Beaubourg CS 30175, 77435 Marne la Vallée Cedex 2 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Meaux sous le numéro 786 920 306 (**Cora**), représentée par son Président Monsieur Patrick Bonislawski ; et

Galimmo, société en commandite par actions au capital de 18.385.547,20 € dont le siège social est situé 37 rue de la Victoire, 75009 Paris et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 784 364 150 (**Galimmo**), représentée par son Gérant R.L.C. Services, société par actions simplifiée au capital de 100.000 € dont le siège social est situé 37 rue de la Victoire, 75009 Paris et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 818 092 058, elle-même représentée par son Président Madame Angélique Cristofari ;

font les déclarations prévues par les articles L. 236-6 alinéa 3 et R. 236-4 du Code de commerce, à l'appui des demandes d'inscriptions modificatives aux Registres du commerce et des sociétés, déposées aux greffes des tribunaux de commerce de Meaux et de Paris, qui sont précédées de l'exposé ci-après :

1- Dans le cadre du projet d'apport partiel d'actifs par Cora de la totalité de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actifs et de passifs relatifs à sa branche complète et autonome d'activité de détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales au profit de Galimmo, Cora et Galimmo ont, conformément à l'article R. 236-1 du Code de commerce, conclu un projet de traité d'apport partiel d'actifs contenant les mentions prévues à l'article R. 236-1 susvisé, dont notamment :

- (i) la forme, la dénomination et le siège social des sociétés Cora et Galimmo ;
- (ii) les motifs, buts et conditions de l'apport partiel d'actifs ;

Av 11

- (iii) la désignation et l'évaluation des éléments d'actifs et de passifs pris en charge par Galimmo, étant précisé que, conformément à la réglementation en vigueur, lesdits apports ont été effectués à leur valeur nette comptable ;
 - (iv) les modalités de remise des actions Galimmo émises en rémunération de l'apport partiel d'actifs et la date à partir de laquelle ces actions donnent droit aux bénéfices ;
 - (v) les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes de Cora et de Galimmo qui ont été utilisés pour établir les conditions de l'opération ;
 - (vi) le montant prévu de la prime d'apport ; et
 - (vii) la date à partir de laquelle l'opération d'apport partiel d'actifs serait, du point de vue comptable et fiscal, considérée comme réalisée.
- 2- Aux termes d'une décision en date du 16 juin 2016, le Conseil de surveillance de Galimmo a approuvé la conclusion du projet de traité d'apport partiel d'actifs, sous conditions suspensives et avec effet rétroactif fiscal et comptable au 1^{er} avril 2016.
- 3- Le projet de traité d'apport partiel d'actifs a été signé par les représentants légaux respectifs des sociétés Cora et Galimmo par acte sous seing privé en date du 21 juin 2016. Aux termes du projet de traité d'apport partiel d'actifs (i) l'ensemble des éléments d'actifs apportés par Cora sont évalués à 53.635.086 €, (ii) le passif pris en charge par Galimmo est évalué à 12.373.760 € et (iii) l'apport net effectué par Cora au profit de Galimmo est donc de 41.261.326 €.
- 4- En rémunération de l'apport partiel d'actifs, il a été convenu que Galimmo augmente son capital social d'un montant nominal de 14.416.962,40 €, par émission, au profit de Cora, de 18.021.203 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,80 € chacune.
- 5- A la requête des représentants légaux de Cora et Galimmo, Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Paris a, par ordonnance en date du 3 février 2016, désigné en qualité de Commissaires à la scission Monsieur Didier Kling (28, avenue Hoche, 75008 Paris) et Monsieur Olivier Peronnet (14, rue de Bassano, 75116 Paris), lesquels ont eu pour mission d'établir un rapport (i) sur les modalités de rémunération de l'apport partiel d'actifs placé sous le régime juridique des scissions et le caractère équitable du rapport d'échange et (ii) sur la valeur des apports en nature et, s'il en existe, les avantages particuliers à consentir.
- 6- Un original du projet de traité d'apport partiel d'actifs a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Meaux et au Greffe du Tribunal de commerce de Paris le 24 août 2016.
- 7- Les originaux du rapport des commissaires à la scission ont été déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Paris le 7 septembre 2016.
- 8- Le projet d'apport partiel d'actifs et un avis relatif à l'opération ont été mis en ligne sur le site Internet de Cora et sur le site Internet de Galimmo pendant une période ininterrompue de

trente (30) jours à compter du 26 août 2016, en application des dispositions de l'article R. 236-2-1 du Code de commerce.

- 9- Les autres documents énoncés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des associés de Cora et à la disposition des associés de Galimmo à leur siège social respectif à compter du 26 août 2016, soit trente (30) jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale des actionnaires de Galimmo appelée à se prononcer sur le projet d'apport partiel d'actifs.
- 10- La publication du projet de traité d'apport partiel d'actifs sur le site Internet de Cora et sur le site Internet de Galimmo n'a été suivie d'aucune opposition de créanciers des entités concernées dans le délai de trente (30) jours prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.
- 11- L'associé unique de Cora, l'associé commandité de Galimmo et l'assemblée générale des actionnaires de Galimmo ont approuvé le projet d'apport partiel d'actifs le 29 septembre 2016.
- 12- Le 29 septembre 2016, l'assemblée générale des actionnaires de Galimmo a constaté la levée des conditions suspensives prévues aux termes du projet de traité d'apport partiel d'actifs et, en conséquence, a constaté que l'opération se trouvait définitivement réalisée à compter de cette date, avec effet rétroactif fiscal et comptable au 1^{er} avril 2016.
- 13- L'avis relatif à la réalisation de l'augmentation du capital social de Galimmo décidée en conséquence de l'approbation de l'apport partiel d'actifs a été publié dans le journal d'annonces légales le « Publicateur Légal » en date du 6 octobre 2016 et l'avis relatif à la réalisation de l'apport partiel d'actifs par Cora a été publié dans le journal d'annonces légales « Medialex » en date du 7 octobre 2016.

Déclaration

Ces faits exposés, les soussignées déclarent et constatent que :

- (i) l'apport partiel d'actifs de la branche d'activité autonome de détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales ;
- (ii) l'augmentation de capital d'un montant nominal de 14.416.962,40 € de Galimmo décidée en conséquence de l'approbation de l'apport partiel d'actifs susvisé ; et
- (iii) la modification corrélative des statuts de Galimmo ;

ont été réalisés en conformité avec la loi et les règlements.

Fait à Paris, le 13 octobre 2016 en cinq (5) exemplaires originaux.

Cora

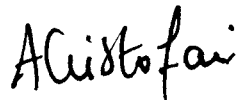
Représentée par Monsieur Patrick Bonislawski



Galimmo

Représentée par R.L.C. Services

Elle-même représentée par Madame Angélique Cristofari



CORA

Société par actions simplifiée au capital de 5.644.000 €
 Siège social : Domaine de Beaubourg 1 rue du Chenil,
 Croissy-Beaubourg CS 30175, 77435, Marne la Vallée Cedex 2
 786 920 306 - RCS Meaux

2016

ACTE SOUS SEING PRIVE CONSTATANT LES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 29 SEPTEMBRE 2016

septembre 2016, à 10h30,

été anonyme au capital de 11.127.355,99 € dont le siège social est situé 37 rue de la
 (75009) et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le
 numéro 692 035 421, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Adriano Segantini,
 dûment habilité aux fins des présentes,

agissant en qualité d'associé unique (l'**Associé Unique**) de la société Cora, société par actions
 simplifiée au capital de 5.644.000 € dont le siège social est situé Domaine de Beaubourg 1 rue du
 Chenil, Croissy-Beaubourg CS 30175 à Marne la Vallée (77435) et immatriculée au Registre du
 commerce et des sociétés de Meaux sous le numéro 786 920 306 (la **Société**),

APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE :

- du rapport du Président,
- du traité d'apport conclu le 21 juin 2016 relatif à l'apport partiel d'actifs par la Société de la totalité
 de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actif et de passif relatifs à sa branche
 complète et autonome d'activité de détention et d'exploitation, principalement par voie de location,
 de galeries commerciales au profit de la société C&Co,
- du rapport des Commissaires à la Scission sur la valeur des apports devant être effectués par la
 Société à la société C&Co,
- du rapport des Commissaires à la Scission sur la rémunération des apports devant être effectués
 par la Société à la société C&Co,

A ADOPTE LES DECISIONS FIGURANT A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- 1- Approbation de l'apport partiel d'actifs par la Société de la totalité de ses biens, droits et obligations
 et autres éléments d'actif et de passif relatifs à sa branche complète et autonome d'activité de
 détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales au profit
 de la société C&Co, de son évaluation et de sa rémunération ; et
- 2- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

M

PREMIERE DECISION (*Approbation de l'apport partiel d'actifs par la Société de la totalité de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actif et de passif relatifs à sa branche complète et autonome d'activité de détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales au profit de la société C&Co, de son évaluation et de sa rémunération*)

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président, du traité relatif à l'apport partiel d'actifs (**l'Apport Partiel d'Actifs**) par la Société de la totalité de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actif et de passif relatifs à sa branche complète et autonome d'activité de détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales au profit de la société C&Co (R.C.S. 784 364 150) et des rapports des Commissaires à la Scission y afférent, approuve dans toutes ses dispositions le traité d'Apport Partiel d'Actifs aux termes duquel la Société apporte à la société C&Co (R.C.S. 784 364 150) (**C&Co**) la pleine et entière propriété de la totalité de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actifs et de passifs relatifs à sa branche complète et autonome d'activité de détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales et, en particulier, approuve :

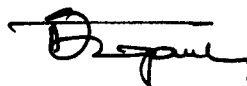
- la valorisation de l'Apport Partiel d'Actifs égale à 41.261.326 € ;
- la rémunération de l'Apport Partiel d'Actifs, soit 18.021.203 actions nouvelles C&Co émises au prix unitaire de 18,30 € dont 0,80 € de valeur nominale chacune ;
- la rétroactivité de l'Apport Partiel d'Actifs d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} avril 2016, de sorte que les résultats de toutes les opérations actives et passives effectuées par la branche d'activité objet de l'Apport Partiel d'Actifs entre le 1^{er} avril 2016 et la date de réalisation définitive de l'Apport Partiel d'Actifs seront réputées au profit ou à la charge de C&Co et considérées comme accomplies par C&Co depuis le 1^{er} avril 2016 ; et
- le montant de la prime d'apport égale à 26.844.363,60 €.

En outre, l'Associé Unique :

- prend acte que les conditions suspensives visées dans le projet de traité d'Apport Partiel d'Actifs nécessaires à la réalisation de l'Apport Partiel d'Actifs seront réalisées à compter de l'approbation de l'Apport Partiel d'Actifs par l'assemblée générale des actionnaires de C&Co convoquée le 29 septembre 2016 ;
- prend acte que l'Apport Partiel d'Actifs deviendra définitif à l'issue de ladite assemblée générale ; et
- donne tous pouvoirs au Président pour prendre toutes dispositions en vue de la réalisation de l'Apport Partiel d'Actifs et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile et/ou nécessaire à l'effet ci-dessus.

SECONDE DECISION (*Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités*)

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités légales et faire tous dépôts, publicités et déclarations prévus par la législation ou la réglementation en vigueur.



L'Associé Unique

Delparef

Représentée par Monsieur Adriano Segantini

25 OCT. 2016

CORA

Société par actions simplifiée au capital de 5.644.000 €
Siège social : Domaine de Beaubourg 1 rue du Chenil,
Croissy-Beaubourg CS 30175, 77435, Marne la Vallée Cedex 2
786 920 306 - RCS Meaux

**ACTE SOUS SEING PRIVE CONSTATANT LES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30 SEPTEMBRE 2016**

À Paris, le 30 septembre 2016, à 10h00,

LA SOUSSIGNEE :

DELPAREF, société anonyme au capital de 11.127.355,99 € dont le siège social est situé 37 rue de la Victoire à Paris (75009) et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 692 035 421, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Adriano Segantini, dûment habilité aux fins des présentes,

agissant en qualité d'associé unique (**l'Associé Unique**) de la société Cora, société par actions simplifiée au capital de 5.644.000 € dont le siège social est situé 37 rue de la Victoire à Paris (75009) et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Meaux sous le numéro 786 920 306 (**la Société**),

prenant acte de la réalisation de l'apport partiel d'actifs (**l'Apport Partiel d'Actifs**) par la Société de la totalité de ses biens, droits et obligations et autres éléments d'actif et de passif relatifs à sa branche complète et autonome d'activité de détention et d'exploitation, principalement par voie de location, de galeries commerciales au profit de la société Galimmo (R.C.S. 784 364 150) (anciennement dénommée C&Co) (**Galimmo**) et la remise à la Société, en rémunération de l'Apport Partiel d'Actifs, de 18.021.203 actions nouvelles de 0,80 € de valeur nominale chacune émises par Galimmo,

APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE :

- du rapport du Président.

A ADOPTE LES DECISIONS FIGURANT A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- 1- Insertion d'un nouvel article 17 des statuts intitulé « *Affectation des résultats et répartition des bénéfices* » ;
- 2- Distribution exceptionnelle en nature d'actions Galimmo ; et
- 3- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION (*Insertion d'un nouvel article 17 des statuts intitulé « Affectation des résultats et répartition des bénéfices »*)

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président, décide d'insérer dans les statuts de la Société un nouvel article 17 intitulé « *Affectation des résultats et répartition des bénéfices* » rédigé comme suit :

« Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté du report bénéficiaire.

Les associés peuvent également décider la mise en distribution de sommes ou biens figurant à l'actif de la Société et, notamment, de titres financiers négociables par imputation sur les bénéfices, le report à nouveau, les réserves ou les primes.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts, et prise en compte s'il y a lieu du report bénéficiaire antérieur, dispose d'un bénéfice, le Président peut décider de distribuer, avant l'approbation des comptes de l'exercice, des acomptes sur dividende dont il fixe les modalités et, en particulier, le montant et la date de répartition. Ces acomptes peuvent être distribués en numéraire ou en nature, notamment par attribution de biens figurant à l'actif de la Société (en ce compris de titres financiers négociables). »

DEUXIEME DECISION (*Distribution exceptionnelle en nature d'actions Galimmo*)

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président :

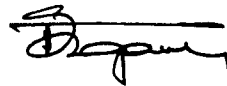
- prend acte de la réalisation de l'Apport Partiel d'Actifs et de la remise à la Société, en rémunération de l'Apport Partiel d'Actifs, de 18.021.203 actions nouvelles de 0,80 € de valeur nominale chacune émises par Galimmo,
- prend acte des montants inscrits au poste « *Report à Nouveau* » soit 292.016.612 € et au poste « *Primes d'émission, de fusion, d'apport* » soit 121.837.331 €,
- décide :
 - ✓ de procéder, dans les conditions et selon les modalités décrites ci-après, à une distribution exceptionnelle sous la forme d'une attribution de 18.021.203 actions de la société Galimmo au profit de l'Associé Unique ;
 - ✓ que la valeur retenue pour les actions Galimmo ainsi attribuées sera de 18,30 € par action, dont 0,80 € de valeur nominale par action, correspondant à la valeur réelle retenue dans le cadre de la rémunération de l'Apport Partiel d'Actifs ;

-
- ✓ que la somme de 329.788.015 € correspondant au montant total de la distribution exceptionnelle, soit le nombre total d'actions Galimmo distribuées (à savoir 18.021.203 actions Galimmo) multiplié par la valeur retenue pour l'attribution des actions Galimmo pour la réalisation de cette distribution (à savoir 18,30 € par action), sera prélevé en priorité sur le poste « *Report à Nouveau* » à concurrence de l'intégralité de son montant, puis sur le poste « *Primes d'émission, de fusion, d'apport* » à concurrence de 37.771.403 € ;
 - ✓ que la date du détachement et de la mise en paiement de la distribution exceptionnelle est fixée au 30 septembre 2016.

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président pour prendre toutes dispositions nécessaires en vue de la réalisation des opérations prévues par la présente décision, imputer le montant de la distribution exceptionnelle sur le poste « *Report à Nouveau* » et le poste « *Primes d'émission, de fusion, d'apport* » et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire.

TROISIEME DECISION (*Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités*)

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités légales et faire tous dépôts, publicités et déclarations prévus par la législation ou la réglementation en vigueur.



L'Associé Unique

Delparef

Représentée par Monsieur Adriano Segantini

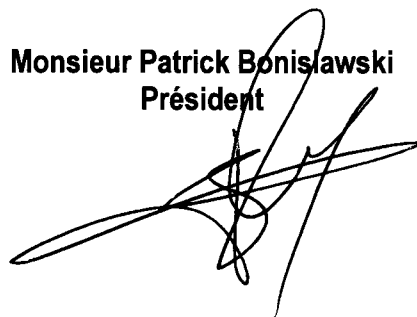
25.09.2016

CORA
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 5 644 000 Euros
Siège social : Domaine de Beaubourg
1, rue du Chenil - CS 30175 CROISSY BEAUBOURG
77435 MARNE LA VALLEE CEDEX 2
RCS MEAUX 786 920 306

STATUTS

**Pour copie certifiée conforme
le 30 septembre 2016.**

Monsieur Patrick Bonislawski
Président



ARTICLE 1 – FORME

La société est une société par Actions Simplifiée, régie par les lois et règlements en vigueur et notamment par les dispositions du Nouveau Code de Commerce et par les présents statuts.

ARTICLE 2 – DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« CORA »

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE

Le siège social est fixé :

Domaine de Beaubourg - 1, rue du Chenil – CS 30175 CROISSY BEAUBOURG
77435 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, le transfert du siège social à l'étranger nécessite l'accord unanime des associés.

ARTICLE 4 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du 30 mai 1969, elle expirera le 29 mai 2068 sauf dissolution anticipée ou prorogation de la société.

ARTICLE 5 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet, en France et dans tous les pays :

- la vente au détail de tous articles (notamment la bijouterie), denrées ou marchandises, produits de jardinerie, bruts ou manufacturés, et la prestation de tous services susceptibles d'intéresser la clientèle ;
- l'achat, la vente en gros ou en détail, l'importation, l'exportation, la fabrication, la représentation, le conditionnement et l'emballage de ces produits, denrées et marchandises ;
- l'achat, la revente, la location de tous produits et matériels neufs ou d'occasion ;
- la location de véhicules sans chauffeur ;
- la prestation de restauration et de débit de boisson sur place ou à emporter ;
- la réalisation de toutes opérations de réassurance, d'intermédiation en assurance ou en opération de banque et services de paiement ;
- à cet effet, la création, l'acquisition, la location, la prise à bail ou autre, l'exploitation en France comme à l'étranger de tous fonds, magasins, stations services ou sites Internet et de tous locaux et terrains ou constructions nécessaires à l'objet ci-dessus ;

- la création, l'enregistrement, l'acquisition, l'exploitation, l'attribution de licence(s) ou la vente de tout droit de propriété intellectuelle ;
- la réalisation de toutes opérations immobilières ou d'aménagement pour son compte ou le compte d'autrui, notamment la construction et la vente d'immeubles à usage d'activités économiques, la transaction sur tous immeubles et fonds de commerces, la gestion de tous immeubles ou ensembles immobiliers »

Dans ce cadre, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou d'en assurer le développement.

La société pourra agir directement ou indirectement et faire toutes ces opérations en tous pays, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en participation, association, groupement ou société avec toutes autres personnes ou sociétés et les réaliser et exécuter sous quelque forme que ce soit.

La société pourra également prendre tous intérêts et participer dans toutes sociétés et entreprises françaises et étrangères, quel qu'en soit l'objet.

ARTICLE 6 - CAPITAL ET FORME DES ACTIONS

Le capital est fixé à 5 644 000 Euros divisé en 370 217 actions entièrement libérées. Il sera divisé, après exercice des options émises par la société, en deux catégories d'actions :

- Les actions de catégorie A qui seront constituées des actions ne répondant pas à la définition des actions de catégorie B,
- Les actions de catégorie B qui seront constituées, par toutes actions attribuées ou émises en contrepartie de l'exercice des options d'achat et de souscription d'actions attribuées ou émises par la société au profit d'un salarié et celles notamment par décision de l'assemblée générale en date du 26 juin 2003 ou en contrepartie de l'exercice de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit émises ultérieurement au profit d'une personne physique titulaire d'un contrat de travail ou ayant un statut de salarié au sens social soit dans la société soit dans une société détenue directement ou indirectement par la société ou par les actions détenues à quelque titre que ce soit par des personnes physiques titulaires d'un contrat de travail ou ayant un statut de salarié au plan social au sein de la société ou d'une société détenue directement ou indirectement par la société.

Les cessions d'actions de catégorie A au profit d'une personne physique titulaire d'un contrat de travail ou ayant un statut de salarié au sens social au sein de la société ou d'une société détenue directement ou indirectement par la société entraînent la conversion automatique des actions cédées en actions de catégorie B.

Les cessions d'actions de catégorie B au profit d'un actionnaire titulaire d'actions de catégorie A entraînent la conversion automatique des actions transmises en actions de catégorie A.

En cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant droit à des actions par conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les actions nouvelles obtenues du fait de la détention d'actions anciennes ou par l'exercice de droits ou bons de souscription attachés aux actions de catégorie A ou B seront des actions de même catégorie.

En cas de fusion-absorption, les actions nouvelles émises suite à la fusion seront des actions de catégorie B si elles sont émises au profit de personnes physiques titulaires d'un contrat de travail, sauf si la fusion intervient avec DELPAREF ou une personne morale détenue directement ou indirectement par DELPAREF ou détenant directement ou indirectement DELPAREF, auquel cas elles seront des actions de catégorie A.

ARTICLE 7 – QUALITE D'ASSOCIE, RETRAIT ET EXCLUSION D'ASSOCIES

7.1. Qualité d'associé

Sauf décision collective contraire des associés, la qualité d'associé de la présente société est réservée :

- aux personnes titulaires d'actions de catégorie A,
- aux personnes physiques titulaires d'un contrat de travail ou ayant un statut de salarié au sens social au sein de la société ou d'une société détenue directement ou indirectement par la société et titulaires d'actions de catégorie B.

7. 2. Exclusion décidée par le Président

Le Président peut exclure toute personne qui ne présenterait plus les conditions exigées par les dispositions statutaires pour être associé de catégorie B et qui, dans ce dernier cas, n'aurait pas cédé ses actions à la Société DELPAREF en application des dispositions de la promesse de vente et d'achat d'actions au profit de cette dernière le jour de la perte de sa qualité de salarié ou, pour les ayants-droit d'un associé décédé n'ayant pas encore exercé ses options de souscription, dans les SIX mois de la levée d'option.

L'associé dont l'exclusion est envisagée est avisé au moins quinze (15) jours avant la décision, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de la mesure d'exclusion envisagée et des motifs de cette mesure. Il est invité à présenter ses observations par courrier adressé au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les dix (10) jours à compter de la réception de la notification de la mesure d'exclusion envisagée. La décision du Président n'est prise qu'après que l'associé en cause ait pu faire valoir ses observations. La décision est notifiée à l'associé exclu, uniquement à titre d'information, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la diligence du Président.

La décision d'exclusion prend effet, de plein droit, sans autre formalité, rétroactivement à compter de la survenance de l'un des événements mentionnés au premier alinéa du présent article, à l'exclusion du droit de jouissance puisque l'associé exclu aura droit aux dividendes votés par la collectivité des associés et mis en distribution par la société avant la décision du Président.

L'exclusion d'un associé portera sur la totalité des titres de la société détenus par l'associé exclu au jour de son exclusion. La cession des titres de l'associé exclu devra avoir lieu au plus tard quinze (15) jours à compter de la décision d'exclusion prise par le Président.

7.3. Modalités financières de l'exclusion

En cas d'exclusion d'un associé, la société rachètera auprès de ce dernier les titres détenus par lui au jour de l'exclusion puis procédera à une réduction du capital par voie d'annulation des titres ainsi acquis.

Le prix de cession des titres de l'associé exclu sera égal au prix auquel l'associé exclu aura souscrit ou acheté ses actions.

Le rachat des titres de l'associé exclu par la société sera réalisé par la remise (i) à l'associé exclu d'un chèque d'un montant égal au prix d'achat des actions considérées et (ii) à la Société d'un ordre de mouvement correspondant, dûment rempli et signé. Dans l'hypothèse où l'associé exclu ne remettrait pas l'ordre de mouvement visé au (ii) ci-dessus, la société pourra consigner à la Caisse des Dépôts et Consignation le prix de rachat des actions concernées. Dans un tel cas, la simple remise à la société de la copie du procès-verbal de la décision du Président d'exclure l'associé concerné et du récépissé de la consignation vaudra ordre de mouvement et obligera la société à passer les écritures qui en résulteraient dans le registre des mouvements de titres et les comptes d'actionnaires correspondants.

ARTICLE 8 – DROIT DE PREEMPTION

Toute transmission envisagée, à titre onéreux ou gratuit, d'actions de catégorie A au profit d'un autre associé ou d'un tiers non associé est libre.

Toute transmission envisagée, à titre onéreux ou gratuit, par un titulaire d'actions de catégorie B au profit d'un autre associé titulaire d'actions de catégorie B ou d'un tiers non associé est soumise à un droit de préemption au profit des associés titulaires d'actions de catégorie A, la répartition des actions préemptées s'effectuant, sauf accord différent, au prorata des participations détenues par les associés de catégorie A ayant décidé de préempter.

Le cédant notifie à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les nom et adresse du cessionnaire proposé, le nombre d'actions ayant fait l'objet d'une offre de rachat ferme et définitive, ainsi que le prix offert et les conditions de paiement.

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification faite par le cédant le Président, ou toute autre personne habilitée à cet effet, transmet à chaque associé titulaire d'actions de catégorie A, en dehors du cédant lui-même, à sa dernière adresse connue de la société, tous les renseignements figurant dans la notification du cédant et les informe de leur droit de préemption.

Tout associé titulaire d'actions de catégorie A désirant exercer son droit de préemption doit en avertir la société dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification faite en vertu de l'alinéa précédent. L'associé doit indiquer le nombre d'actions qu'il désire acquérir. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, il est réputé avoir définitivement renoncé à son droit de préemption pour la cession en cause.

En cas d'exercice de leur droit de préemption par les titulaires ci-dessus, le Président, ou toute autre personne habilitée à cet effet, répartit les actions susceptibles d'être cédées et notifie à tous les intéressés le résultat de la consultation et de la répartition. Lorsque le nombre total des actions que les associés bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, celles-ci sont réparties entre les associés ayant exercé leur droit de préemption au prorata du nombre d'actions de catégorie A qu'ils détiennent par rapport au nombre total d'actions de catégorie A mais dans la limite de leur demande.

Le cédant ne peut retirer son offre de vente et doit céder la totalité des actions préemptées aux associés titulaires d'actions de catégorie A ayant exercé leur droit de préemption.

Le prix d'acquisition des titres préemptés sera égal au prix d'achat fixé dans le règlement du plan d'option de souscription d'achat d'actions afférent aux actions cédées.

Le Président, ou toute autre personne habilitée à cet effet, devra faire en sorte que les associés intéressés acquièrent les actions dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai de quinze (15) jours visé au cinquième alinéa ci-dessus, sauf prorogation de ce délai par décision de justice à la demande de la société ou de tout autre associé intéressé.

A défaut d'exercice du droit de préemption pour la totalité des actions, le Président ou toute autre personne habilitée à cet effet, doit notifier ce fait au cédant. Le cédant sera alors libre de céder au cessionnaire choisi initialement les actions non préemptées, sous réserve que ladite cession soit effectuée dans un délai de trois mois à compter de la lettre du Président ou de toute autre personne habilitée à cet effet lui rendant compte des résultats de la consultation. Si la cession n'est pas effectuée dans ledit délai de trois (3) mois, une nouvelle consultation des associés est requise.

Le transfert sera valablement réalisé par la simple apposition sur l'ordre de mouvement de la signature du Président et ce, sans que la signature du cédant soit nécessaire. La société sera habilitée à recevoir le prix des

actions comme mandataire du cédant et devra notifier à ce dernier, sans délai, le lieu où les fonds sont détenus pour son compte.

ARTICLE 9 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée par son Président, désigné et révoqué par les associés dans les conditions fixées à l'article 11 des statuts, qui peut être une personne physique ou morale, de nationalité française ou étrangère, choisi parmi ou en dehors des associés, et qui peut déléguer en tout ou en partie son pouvoir de représentation. La direction et la gestion de la société sont confiées exclusivement à une ou deux personnes physiques ou morales portant le titre de directeur général et agissant ensemble ou séparément.

ARTICLE 10 – DIRECTEUR GÉNÉRAUX

Les Directeurs Généraux, désignés et révoqués par les associés dans les conditions fixées par l'article 11 des statuts pour la même durée que les fonctions du Président, peuvent être une personne physique ou morale, de nationalité française ou étrangère, choisi parmi ou en dehors des associés. Ils organisent, gèrent et orientent les activités de la société. Ils disposent à l'égard des tiers, ensemble ou séparément, des mêmes pouvoirs que ceux confiés par la loi au Président.

Les délégués du Comité d'entreprise ne pourront exercer les droits définis par l'article L 432-6 du Code du Travail qu'auprès du directeur général qui aura spécialement reçu pouvoir à cet effet par le président.

ARTICLE 11 – COMPETENCES DES ASSOCIES

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents, outre pour la nomination et la révocation du Président ou des Directeurs Généraux, la fixation de leur rémunération, la limitation de leurs pouvoirs, dans les cas prévus par l'article 227-9 du Code de Commerce. Pour toutes les autres décisions, les associés confèrent tous pouvoirs aux Directeurs Généraux.

Les décisions sont prises à l'unanimité dans les cas prévus à l'article 227-19, à la majorité des trois quarts pour les décisions ayant pour l'objet de modifier les statuts et à la majorité simple pour les autres décisions.

ARTICLE 12 – DECISIONS COLLECTIVES

Le Président et/ou les Directeurs Généraux doivent consulter les associés pour toutes les décisions devant être adoptées par ces derniers en considération des dispositions légales et des présents statuts. La consultation est faite par tous moyens.

Pour consulter les associés, le Président et/ou les Directeurs Généraux choisissent librement le mode de consultation, parmi les modes figurant aux articles 13 et 14 des statuts, pour chacune des décisions collectives qu'ils provoquent.

L'auteur de la convocation, si ce dernier n'est pas le Président et/ou les Directeurs Généraux, ne peut consulter les associés que dans le cadre d'une réunion et ne peut en aucun cas consulter les associés par consultation écrite ou par la signature d'un procès-verbal par l'ensemble des associés.

ARTICLE 13 – DECISIONS COLLECTIVES SANS REUNION

Toute décision collective des associés résulte valablement d'un procès-verbal de décision signé par l'ensemble des associés, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires et sur lesquels porte la décision collective. Tout associé peut donner pouvoir à un autre associé à l'effet de signer en son nom le procès-verbal de décision, ce qui emporte son adhésion expresse aux résolutions adoptées.

En cas de consultation écrite, le Président et/ou les Directeurs Généraux adressent, à chaque associé à son dernier domicile connu de la Société, en déterminant librement pour chaque associé le moyen écrit de communication (télécopie ou lettre simple ou recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des projets de résolutions proposées offrant aux associés la possibilité d'exprimer sur chaque résolution un vote favorable ou défavorable à son adoption ou sa volonté de s'abstenir de voter, le cas échéant, le rapport, tels que ces documents ont été arrêtés par le Président et/ou les Directeurs Généraux au plus tard au jour où ils adressent aux associés les documents mentionnés ci-dessus relatifs à la consultation écrite considérée ainsi que, le cas échéant, les documents qu'ils jugent nécessaire à l'information des associés.

Les associés devront formuler leur vote pour chaque résolution par les mots " oui " ou " non " ou " abstention ". En cas de défaut de vote ou dans l'hypothèse où le sens du vote sur une ou plusieurs résolutions proposées n'a pas été indiqué clairement, l'associé sera considéré comme s'étant abstenu pour le vote de la ou des résolutions considérées et ne sera pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

En outre, l'associé devra impérativement dater et signer le projet de texte de résolutions qu'il renvoie à la société. A défaut, son vote ne pourra être pris en compte pour aucune résolution et, pour chacune des résolutions, il ne sera pris en compte pour le calcul de la majorité.

La réponse des associés doit être adressée à l'attention du Président au siège social de la Société par lettre simple ou recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai mentionné ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu et ses voix ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 14 – REUNION DES ASSOCIES

Convocation

Les réunions des associés sont convoquées soit par le Président, soit par les Directeurs Généraux soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant les trois quarts au moins du capital social et des droits de vote.

Pendant la période de liquidation, les associés sont convoqués en réunion par le ou les liquidateurs.

Le projet de texte des résolutions soumis aux associés est rédigé et arrêté par l'auteur de la convocation au plus tard au premier jour où ledit auteur a adressé les convocations aux associés.

L'auteur de la convocation doit, pour toute réunion en vue d'une décision collective, quel que soit son ordre du jour, également rédiger et arrêter son rapport qui sera présenté aux associés.

L'auteur de la convocation a l'obligation de déposer au siège social de la Société au plus tard 8 jours à compter du jour où il a adressé les convocations à tous les associés, le projet de texte des résolutions et son rapport.

Les associés sont réunis au siège social ou en tout autre lieu, même à l'étranger.

La convocation, mentionnant impérativement la date, l'heure, l'adresse du lieu de la réunion et l'ordre du jour de la réunion est adressée à chacun des associés au choix de l'auteur de la convocation soit par lettre simple ou

recommandée avec demande d'avis de réception, soit par télécopie ou télex adressée 8 jours avant la date de réunion, étant précisé que l'auteur de la convocation détermine librement pour chaque associé le moyen (lettre simple ou recommandée, télécopie ou télex) pour lui adresser ladite convocation, sauf renonciation par l'ensemble des associés à ces délais de convocation.

Procuration

Tout associé pourra donner procuration à un autre associé de la société. Tout mandataire peut détenir un nombre de mandats illimité mais ne peut en aucun cas se substituer une autre personne.

Le mandat peut être donné pour une réunion ou pour plusieurs réunions qui se tiennent sur le même ordre du jour ou dans un délai de 5 jours suivant la date de la première de ces réunions.

Ordre du jour

L'ordre du jour des convocations est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les associées ne peuvent délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Sur proposition de l'auteur de la convocation ou d'un ou plusieurs associés représentant au moins trois quarts du capital social et des droits de vote de la société et présents lors de la réunion considérée, les associés pourront modifier en cours de réunion l'ordre du jour sous réserve d'acceptation des associés présents, étant précisé que l'auteur de la proposition participe au vote. Cette modification de l'ordre du jour n'entraînera pas la nullité des procurations et des votes par correspondance qui resteront de plein droit valables pour les questions figurant à l'ordre du jour initial de la réunion et n'ayant pas fait l'objet d'une modification.

Les réunions sont présidées par le Président ou, en son absence, par les Directeurs Généraux.

En cas d'absence à la réunion du Président et des directeurs généraux, les associés, au début de la réunion, élisent parmi les associés présents un Président chargé de diriger les débats de la réunion.

Participation aux réunions

Les associés n'ont pas besoin d'être présents physiquement aux réunions et peuvent participer à la réunion par tout mode de communication approprié. Dans cette dernière hypothèse, la feuille de présence est signée par télécopie par l'associé non présent physiquement à la réunion collective mais participant à cette dernière par tout mode de communication approprié et contresignée en marge du nom dudit associé par le Président de la réunion collective.

Feuille de présence

Il sera établi, lors de chaque réunion, une feuille de présence.

Cette feuille de présence est dûment émargée (i) par les associés physiquement présents lors de leur entrée en réunion, (ii) par télécopie par l'associé non présent physiquement mais participant à cette dernière par tout moyen de communication approprié et contresignée en marge au nom dudit associé par le Président de la réunion collective considérée et (iii) par les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs ou leurs copies donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance.

Cette feuille de présence est certifiée exacte par le Président de la réunion collective.

ARTICLE 15 - PROCES-VERBAUX

Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, coté et paraphé. Ces procès-verbaux sont signés soit par le Président, soit par le Président de la réunion collective soit de l'ensemble des associés lorsque la décision collective résulte de la signature d'un procès-verbal.

Le cas échéant, la réponse de chaque associé est annexée au procès-verbal.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par le Président, les Directeurs généraux, ensemble ou séparément, ou le secrétaire.

Après la dissolution de la société et pendant sa liquidation, les copies ou extraits sont valablement certifiés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre.

Dans les 6 mois à compter de la clôture de chaque exercice social, les associés sont convoqués par le Président et/ou son Directeur Général en vue de l'approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté du report bénéficiaire.

Les associés peuvent également décider la mise en distribution de sommes ou biens figurant à l'actif de la Société et, notamment, de titres financiers négociables par imputation sur les bénéfices, le report à nouveau, les réserves ou les primes.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts, et prise en compte s'il y a lieu du report bénéficiaire antérieur, dispose d'un bénéfice, le Président peut décider de distribuer, avant l'approbation des comptes de l'exercice, des acomptes sur dividende dont il fixe les modalités et, en particulier, le montant et la date de répartition. Ces acomptes peuvent être distribués en numéraire ou en nature, notamment par attribution de biens figurant à l'actif de la Société (en ce compris de titres financiers négociables).

* * *

*